

Lettre

rouge 130

n°130, 18 nov 2008

Ne pas payer leur crise...

2 Débats NPA...

Crise du capitalisme

Crise écologique

Les réponses du NPA

Halle aux Toiles, Rouen

18h : écologie et socialisme
19h30 : on mange ensemble
20h30 : aux riches de payer
leur crise...

Retour assuré

Jeudi 4 Déc.

VOUS avez adoré la crise financière, et elle n'est pas finie. Adoré quand le magicien, qui depuis des années nous disait que son chapeau était vide, en a sorti 360 milliards d'euros. Double fond? Même pas, regardez-bien, c'est dans votre poche qu'il est allé les chercher. Trop fort. Si vous avez aimé la crise financière, vous raffolerez le deuxième tableau du spectacle. La crise économique arrive. City group aux Usa, 50000 licenciements d'un coup. En France, explosion du chômage partiel dans l'automobile, pour maintenir coûte que coûte les dividendes des actionnaires, comme l'a promis le Pdg de Renault, qui met les salariés de Sandouville au chômage... Une seule certitude, le pire est devant nous. Surtout si on les laisse privatiser la Poste, détruire l'Education nationale, sacrifier notre santé, et nous faire bosser jusqu'à 70 ans, même le dimanche!

Tous ensemble pour ne pas payer la crise!

Il y a juste un spectacle qui vous a déçu, mais vous le saviez déjà, ce sont les clowns du PS en train de se déchirer sur le nom de qui ouvrira le bal. Et le texte en plus, mauvais : tous d'accord sur l'économie de marché, jusqu'à l'autre qui se proclame libéral, un mois avant la crise financière. Les dialogues, pas crédibles! Cet affrontement entre celle qui a proposé un poste de premier ministre au Modem, et l'autre qui la dénonce, mais qui fait alliance avec eux à sa Mairie de Lille. Le petit jeune, un peu plus à gauche. Et si quand le spectacle est mauvais, nous descendons sur la piste, pour faire nous même NOTRE spectacle. Education nationale le 20, Poste le 22, cheminots le 23. Et si nous faisons un grand spectacle, mais Tous ensemble, celui dont on se souvient encore 20 ans plus tard, pour imposer les solutions ouvrières à leur crise : une autre répartition des richesses, le retour sur les privatisations, à commencer par celle de La Poste, un plan d'urgence sociale et écologique, l'interdiction des licenciements, un plan massif d'embauches publiques pour l'école ou la santé, la construction de logements écologiques. Et si nous profitons de leur crise pour leur piquer les banques, par une nationalisation sans indemnités, sous le contrôle des salariés et usagers. Et si nous PRENIONS PARTI, en construisant ensemble un nouveau parti anti-capitaliste...

**>Venez en débattre Jeudi 4 déc
de 18 à 23h, Halle aux Toiles, Rouen**



>Education nationale

> Sncf >page 2

>La Poste>Tous

ensemble>page 3

Dossier
>les débats
du NPA...

>page 4-5

>Eau>Obama>Hdr

>Santé>Idir>Adn

>page 6-7

Grève 20 nov...

Sarkozy, Darcos
Tout pour les banques

L'école sacrifiée

de la maternelle à l'Université...



**Manifestation unitaire
et de tous les degrés,
assemblée d'agglomération,
tout faire pour
avancer vers le tous
ensemble face
aux attaques**

● **La saignée budgétaire** continue avec 13500 postes de profs supprimés pour la rentrée prochaine, après les 11200 de cette année. Dans les écoles primaires, Darcos supprime 3000 postes RASED (réseaux d'aide aux élèves en difficultés). Les RASED n'effectuent pas un soutien scolaire comme la propagande Darcos voudrait le laisser croire. Il s'agit de personnels très bien formés de psychologues, psychomotriciennes, orthophonistes qui, en concertation avec les professeurs des écoles, interviennent sur le terrain et sont capables d'aider des élèves à rattraper ou surmonter un dysfonctionnement pour suivre l'école. Leur intervention peut être décisive dans l'évolution de l'enfant. C'est en complète contradiction avec le baratin de Darcos d'aider les élèves en difficulté! Surtout qu'il supprime en même temps les CLISS, classes spécialisées regroupant les élèves qui ne peuvent pas suivre les classes "normales".

En lycée professionnel, la machine à exclure continue de se mettre en place avec la généralisation des bac pro en 3 ans au lieu de 4 et la suppression des BEP. A cela il faut ajouter la réforme du lycée

général, applicable dès la rentrée prochaine pour la classe de seconde. Au menu de ce "nouveau lycée", une organisation par semestre, une véritable arme de destruction massive des postes : diminution du nombre d'heures de cours, un socle commun minimum de matières obligatoires et des disciplines complémentaires, considérées comme sous matières comme la physique-chimie, l'histoire-géo, les sciences économiques...

Face à cette démolition en règle de l'école, la colère monte de partout. Après le succès de la manifestation nationale du 19 octobre, une journée de grève appelée par tous les syndicats et réunissant tous les degrés de l'E.N est prévue le jeudi 20 novembre. Cet article est rédigé avant, mais elle sera sans doute massive. Des assemblées d'agglomération sont prévues ce jour là, pour discuter de la suite à donner à cette journée et à la façon de rejoindre les autres secteurs en lutte, qui ont des revendications communes : la lutte contre les suppressions de postes, les licenciements et les augmentations de salaires.

On veut l'abroger!

Service minimum d'accueil dans les écoles...

● **Pas touche au droit de grève!** Obligation est faite aux maires d'appliquer ce service minimum d'accueil (SMA), s'il y a 25 % de grévistes. C'est une véritable remise en cause du droit de grève.

1 - En terme de pression, car les instits doivent se déclarer grévistes, 48h avant, à leur inspecteur. La pratique habituelle était inverse: les non grévistes se déclaraient après.

2 - Une grève occasionne toujours une gêne (transports, production...), seul moyen d'exprimer le conflit. Avec la SMA, tout sera dans l'ordre apparent, même si c'est intenable, les enfants gardés, peu importe le statut et la formation des personnes.

A Paris, le Maire refuse d'appliquer le SMA. Debouté au Tribunal Administratif, il fait appel. Dans le 93, tous les 26 maires de gauche ont refusé d'être complices du gouvernement. Saisi par le Préfet, le TA a rejeté le recours de l'Etat et donne raison aux maires. Organisons la désobéissance et la résistance COLLECTIVES avec les parents, les enseignants, les élus. Exigeons l'abrogation pure et simple du SMA!

Sncf, mobilisation...

Libéralisation et conditions de travail...

● **Près de 15 000 cheminots** ont manifesté le 13 novembre à Paris contre la libéralisation du fret et la perspective de la libéralisation du trafic voyageur d'ici 2010. Ils ont rappelé qu'ils étaient opposés à l'ouverture à la concurrence du trafic ferroviaire, déjà en place dans le fret et qui a contribué à dégrader les conditions de travail et augmenter le nombre de camions sur les routes. Cette manifestation faisait suite à une grève, bien suivie, des conducteurs de train, le 6 novembre (40% de grévistes sur notre région). Dans ce contexte, plusieurs organisations syndicales dont la CGT, Sud Rail et FO ont déposé un préavis de grève reconductible à partir du 23 novembre, 20h00.

Sur Sotteville et le port de Rouen, différentes réorganisations ont clairement dégradé les conditions

de travail des cheminots, ainsi que la sécurité. Depuis début novembre, date d'une nouvelle réorganisation qui a vu la suppression de plusieurs postes de travail, on compte déjà 2 déraillements, celui sur le triage de Sotteville concernait une rame de matières dangereuses. Maintenant la direction veut modifier les conditions de travail des cheminots travaillant dans les établissements fret, cela aura aussi des conséquences pour la sécurité. La journée du 23 doit donc être un point de départ pour organiser l'ensemble des cheminots, et d'une manière générale, s'inscrire dans une logique de résistance unitaire avec les autres secteurs en lutte comme Renault Sandouville, l'hôpital du Havre, La Poste, l'Education nationale... L'hiver devra être chaud pour mettre fin aux politiques patronales et gouvernementales.

Postiers, usagers...

Tous ensemble

Samedi 22 novembre

15h30 Palais de Justice

Le 22 novembre, tous et toutes dans la rue, postiers et postières avec la population et les travailleurs des autres entreprises. Sarkozy tergiverse. Faisons lui retirer totalement le projet de privatisation de La Poste...

● La Poste: contre la privatisation, on continue, on peut gagner

Le 2 novembre au matin, Henri Guaino, conseiller de Sarkozy déclare que l'ouverture du capital de La Poste est gelée. Puis l'après midi, il rectifie le tir : l'objectif et le calendrier sont maintenus. Le gouvernement hésite et sème la confusion. La raison de cette attitude vient de la crise. En effet nos gouvernants savent que la privatisation de La Poste est impopulaire, surtout au moment où les capitalistes entraînent le monde dans leur crise. Maintenant, il s'agit de ne pas se laisser bernier et de maintenir la mobilisation. Les fédérations syndicales de La Poste appellent à une journée de manifestations le 22 novembre. Le comité national de mobilisation veut faire de cette journée le rassemblement des postiers et postières avec les usagers et la population qui subit la crise, notamment les travailleurs des services publics. Ce sera aussi l'occasion de réclamer un vrai débat public, un référendum, plutôt que le faux débat confié à la commission bidon nommée par Sarkozy. D'ailleurs, SUD, FO et la CFTC en ont claqué la porte.

Le service public postal nous appartient, c'est à nous, les travailleurs et la population de décider de son avenir, pas aux serviteurs du capitalisme. Obtenir un référendum serait déjà une défaite pour Sarkozy et le président de La Poste. Cela encouragerait l'ensemble des salariés et fonctionnaires de la Santé, de l'Education et des autres services publics à faire converger leurs luttes. La mobilisation s'organise. Une rencontre a eu lieu au niveau de l'agglomération rouennaise pour préparer les manifestations du 22 novembre. L'UD CGT, Solidaires, PCF, LCR/NPA entre autres ont décidé d'appeler ensemble à cette journée. Des comités commencent à se mettre en place. A St Etienne du Rouvray, PCF, LCR, PS se sont associés avec SUD et CGT de La Poste pour appeler la population à



manifester. 200

personnes se sont rassemblées devant le bureau de Poste du Château Blanc. A Rouen, un comité rassemblant notamment PC, LCR, DAL, GR propose des pétitions devant les bureaux de Poste. A Yvetot, les postiers ont contacté partis et associations pour constituer un comité de mobilisation. La Confédération Paysanne, Attac, Action citoyenne soutiennent les postiers...

Postiers en lutte, élus et usagers, on peut faire reculer la direction de La Poste et le gouvernement des privatiseurs. Des luttes locales ont récemment gagné : à Harfleur, les guichetiers ont obtenu le maintien de leurs horaires avec le soutien des maires de Gonfreville et Harfleur. Une travailleuse exploitée et sous payée depuis des années a été enfin embauchée. A Fréville, c'est le maire et un comité d'usagers qui ont fait reculer la direction de La Poste et obtenu le maintien des heures d'ouverture du bureau. C'est maintenant au tour de Saint Jouin de Bruneval de se battre contre la suppression de La Poste. Cette semaine, les facteurs de St Valéry en Caux sont en lutte pour leurs conditions de travail. C'est une lutte d'ensemble qu'il faut construire pour en finir avec la politique de rentabilisation et de privatisation.

**>Rouen samedi 22 nov.
15h30, Palais de Justice**

Tous ensemble

● **Les directions syndicales** n'organisent pas le "Tous ensemble". Alors à la base, la nécessité de se coordonner avance. Au Havre, le 8 novembre, contre les réductions d'effectifs, salariés de Renault Sandouville, où 1.000 emplois sur 3.700 vont être supprimés, de l'hôpital où 750 postes doivent disparaître, de l'Education nationale, de la raffinerie

Pour ne pas payer leur crise!

Total, de la centrale EDF, de l'usine de meubles Interior's, des agents des douanes... 2000 personnes ont manifesté aux cris de "tous ensemble, grève générale", "interdisons les licenciements", Le NPA, très présent, et Olivier Besancenot, marquaient notre volonté d'avancer vers le "Tous ensemble"...

Madrillet, centre de tri en lutte...

● **Au centre de tri** du Madrillet, La Poste a décidé de supprimer une position de travail par machine de tri, en dépit d'un accord signé avec les organisations syndicales. Le juge a ordonné à La Poste de remettre cette position. La direction préfère payer une astreinte de 1000 euros par jour, au mépris de la santé des postiers. Quand on vous dit que ce sont des voyous. ceux qui veulent privatiser pour s'en mettre plein les poches.

● **Encore des emplois supprimés** Dans la couronne rouennaise, les facteurs vont voir disparaître la quasi-totalité de leur travail préparatoire avant la distribution. Ce travail va être confié à des machines au centre de tri du Madrillet. Dans ce même centre, transformé en "plate forme industrielle courrier" - parce que les patrons mégalos de La Poste aiment bien les grands mots et les grands profit- La Poste a décidé de casser les horaires et de diminuer les effectifs. En diminuant la durée des vacations et en augmentant le nombre de trajets domicile travail, La Poste veut que les agents travaillent plus en gagnant moins. Au centre de tri, le 17 octobre, une grève très forte -près de 90% du personnel d'exécution- a permis de montrer à la direction de quoi les agents étaient capables. Elle a aussi renforcé l'unité du personnel et sa détermination.



Précarité et illégalité...

● **En CDD pendant des années** La Poste n'a pas attendu d'être privatisée pour employer des méthodes de voyous avec son personnel. Le syndicat Sud-PTT vient de dévoiler que plusieurs centaines d'agents ont été employés en CDD pendant des mois ou des années, puis régularisés en CDI sans prise en compte de leur ancienneté. Le syndicat a compté 6 siècles d'ancienneté cumulée de contrat illégaux en Haute Normandie, pour 180 des salariés concernés. Du travail en perspective pour le tribunal des Prud'hommes.

Les débats du NPA

Deux débats NPA

Crise du capitalisme...

Crise écologique

Jeudi 4 Dec
Halle aux Toiles, 18h-23h

18h : Écologie et socialisme

20h30 : Refusons de payer leur crise!

Et à 19h30, on mange ensemble... Retour assuré



Statuts...

Lutter et débattre ensemble...

● **Les statuts provisoires** ont été profondément modifiés lors de la réunion nationale, à la suite du travail collectif considérable produit par les différentes discussions s'étant tenues en commissions. Il s'agit quasiment d'une réécriture complète, effectuée par le groupe de travail chargé de la synthèse des différentes propositions d'amendements et des différents points de vue exprimés par les délégués et déléguées. Le plan lui-même a été modifié. Le débat a permis d'avancer sur plusieurs points.

On peut en citer trois : le type de structuration de la future organisation, permettant de militer toutes et tous ensemble de manière unifiée et cohérente, tout en faisant en sorte que se déploient les spécificités locales ; le type de représentation, de nature à construire des instances de direction qui soient l'expression de la pluralité, de la diversité des militants et des expériences existant au sein du NPA, sur le plan politique ou géographique ; enfin, la question des formes de structuration autonome des jeunes, qui faisait débat, et pour laquelle un compromis a été trouvé du point de vue des formulations.

statuts version après 8 et 9 nov .doc

● **N.P.A. : c'est vraiment parti!** Un nouveau parti pour lutter et changer le monde. Militants anticapitalistes, syndicaux, associatifs, jeunes, travailleurs avec ou sans emploi, nous avons décidé de regrouper nos forces et de répondre à l'appel lancé par Olivier Besancenot et la LCR pour la construction d'un nouveau parti anticapitaliste. Face à Sarkozy, au MEDEF, aux milliardaires qui mènent une guerre sociale contre la population laborieuse, face à la capitulation des partis de "gauche", il manque cruellement un parti utile aux mobilisations, un parti qui offre l'espoir d'un vrai changement radical de société. Depuis plusieurs mois maintenant a commencé un processus de construction qui doit aboutir à sa fondation fin janvier 2009. Un pas décisif. Depuis le début du processus l'idée

est que cette construction doit être le produit d'un travail collectif. Notamment l'élaboration des trois textes qui serviront de base à la création du nouveau parti et qui seront soumis au prochain congrès : un texte sur le programme appelé ensuite "principes fondateurs", un texte d'orientation politique et sociale et un texte fixant des statuts provisoires. Ces trois textes ont été débattus dans les comités locaux, les A.G., même s'il est vrai que certains pensent que l'on n'a pas le temps nécessaire pour discuter de façon suffisamment approfondie. Ils ont été discutés lors du week-end des 8 et 9 novembre, durant lequel s'est déroulée la deuxième réunion nationale des comités pour un nouveau parti, regroupant quelques 400 délégués.

Ce que nous voulons

Les principes fondateurs...

● **Principes fondateurs** Un groupe de travail composé de délégués et de membres du CAN provisoire a pu synthétiser des dizaines de propositions remontées des comités. Des amendements ont été intégrés sur des propositions essentielles, comme la défense d'une agriculture paysanne face à l'agro-business, ou la place centrale de l'art et de la culture dans notre projet de société, ou encore le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à commencer par les victimes de longue date de l'impérialisme français. Des reformulations ont permis de préciser le propos sur la laïcité, l'oppression de la jeunesse, la désobéissance face à l'intolérable, la critique de l'économie libérale, des Trente glorieuses à la crise actuelle.

La dénonciation du capitalisme oppresseur, l'idée que la seule réponse à la hauteur, c'est la lutte pour la transformation révolutionnaire de la société font l'unanimité. Mais les formulations qui permettent de décrire la forme précise de cette stratégie n'ont pas été simples à trouver. Sur le projet de société, chacun s'accorde à dire que la société que nous voulons sera "le règne de la démocratie la plus réelle et la plus étendue possible", sans aucune forme d'oppression, de discrimination, d'exploitation, dans le respect des équilibres écologiques. Mais quel nom lui donner : socialisme? Écosocialisme? En tout état de cause, le sentiment d'avoir bien bossé, d'avoir permis le rapprochement des points de vue dominait à la sortie.

téléchargeable <http://npa2009.org/telechargements>

resolutio_situationpolitiqueetsociale_apres8et9nov.doc

C'était une gageure de faire discuter de trois textes dans la journée du samedi à des groupes de plus de cent personnes. C'est tout de même inédit que l'élaboration de textes implique autant de militants et de militantes. Le pari fut réussi, il y eut une véritable réflexion collective et les objectifs de la journée remplis : sont ressortis deux textes réécrits et modifiés en tenant compte au maximum des remarques, débats contributions, amendements, le texte "principes fondateurs" et celui sur les statuts. Le troisième intitulé au départ orientation est réorganisé en deux textes, une résolution politique et sociale et une résolution concernant les élections européennes. Ces trois textes sont désormais disponibles, soumis en tant que tels à la discussion des comités, puis au vote des congrès locaux. Un bref échange eut lieu sur le nom du futur parti, mais rien n'est sorti de lumineux sur cette question. La discussion se heurte à de réelles difficultés : en effet, les mots ont des sens différents pour chacun, car ils ont été galvaudés par l'histoire et il n'est pas facile de résumer en un mot le projet de société que nous portons.

Maintenant nous entrons dans la phase de préparation du congrès. Les modalités d'organisation du congrès seront discutées lors de la prochaine réunion du Comité d'Animation Nationale, qui se réunit les 6 et 7 décembre prochain. Courant janvier des assemblées électives locales auront lieu. Pourront voter toutes les personnes ayant pris leur carte de membre fondateur avant le 31 décembre 2008.

>Les débats continuent dans les comités et à l'AG du NPA samedi 29 nov.
Local LCR, 40 rue des murs St Yons, Rouen
Contactez les militant(e)s



100% action...

Mesures d'urgence, européennes...

● **Textes Résolution politique et sociale et Résolution européenne** La réunion a permis de mieux définir les contours du document initialement intitulé "Orientation". Il s'agit d'un texte définissant les tâches immédiates du NPA, à partir de l'analyse commune que nous faisons de la situation sociale et politique. Dans ce sens, il ne peut donc répondre à toutes les préoccupations et questionnements.

Au vu des amendements et des remarques des comités locaux, le texte initial sera divisé en deux résolutions distinctes, permettant ainsi de mieux cerner les tâches et les revendications du NPA.

téléchargeable <http://npa2009.org/telechargements>

Commission... Internationale

● **La commission** sur le travail international a réuni plus de 25 personnes. La crise va amplifier l'exploitation, mais aussi le chômage, le pillage des pays dominés, elle peut attiser les tensions internationales, et la répression, voire les guerres. Il faut donc construire un parti internationaliste, qui agit internationalement et qui est solidaire avec les peuples en lutte pour leur émancipation. Une partie du débat a été consacrée à la structuration avec la mise en place d'une commission à l'échelle nationale regroupant les personnes intéressées ou investies dans des campagnes internationalistes. Il apparaît aussi nécessaire de subdiviser cette commission en équipes de travail, par régions du monde : Afrique, Amérique latine, Amérique du Nord, Asie, Europe, Maghreb, Palestine/Moyen-Orient, ou par thématiques transversales en fonction de l'actualité.

Cette commission devra aussi se lier à d'autres commissions, comme celles sur l'écologie, l'immigration ou les entreprises. Les échéances à venir ont également été discutées : les campagnes anti-impérialistes contre la guerre en Irak et en Afghanistan, pour le retrait des troupes françaises, avec une manifestation à Strasbourg les 4 et 5 avril, contre les multinationales (Areva au Niger), pour l'abolition de la dette du tiers monde, contre les oppressions des peuples (palestiniens, tamouls...), pour une autre Europe ou altermondialistes, avec le Forum social mondial de Belém, en 2009, ou européen l'année suivante.

Commission...

Banlieues populaires

● **La commission** "Quartiers populaires" poursuit son travail d'échange d'expériences. Réunion du 7 novembre, sortie d'un spécial 4 pages, La liste mails et le travail de la commission se concrétiseront par une rencontre nationale sur les quartiers populaires, qui aura lieu les 13 et 14 décembre. Nous en reparlerons.

Comités NPA...

14 comités dans le 76, sans compter Le Havre...



NPA

POUR UN
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE
www.npa2009.org

Prenez contact...

- **Comité Rouen gauche St Sever** 06 30 57 29 14
- **Comité étudiants de Mt St Aignan**
comitemsa@gmail.com
- **Comité étudiants du madrillet** npamad.leforum.tv
- **Yvetot** 06 27 44 88 21
- **Santé-Sécu Secteur Social** 06 17 55 48 33
- **Comité Sotteville** 06 84 08 45 66
- **Comité Rouen centre rive droite** 06 84 05 69 72
- **Comité étudiants en santé** 06 59 10 03 78
- **Canteleu vallée du Cailly** 06 62 11 51 36
- **Comité Elbeuf** 06 77 82 00 54
- **Comité St Etienne** 06 16 98 23 39
- **Comité Quevilly** npa.quevilly@orange.fr
- **Comité santé social**
- **Comité cheminots**
- **Créez votre comité...**

[resolutio_situationpolitiqueetsociale_apres8et9nov.doc](#)

[resolutioneuropéennesaprès8et9nov.doc](#)



Fabius à l'agglo

Véolia

sortie par la porte...

réintroduite par la fenêtre?



Obama...

Du rêve américain à la réalité...

● **Yes we can?** Dans un pays marqué par l'esclavage, la ségrégation, la victoire de Obama est vécue comme une victoire symbolique majeure contre le racisme. Elle confirme le profond discrédit de l'équipe Bush. Elle illustre aussi les illusions dans un candidat qui obtenu le soutien d'une grande partie de la classe possédante de ce pays pour prendre des mesures de sauvetage du capitalisme. Son parti, le parti démocrate, n'est pas un parti ouvrier, même réformiste, c'est un des deux partis du système. 700 milliards pour sauver les banques, mais combien pour les dizaines de millions de travailleurs, de retraités, qui voient partir en fumée les économies de toute une vie, placées pour assurer une petite retraite, contraints de travailler dix ou vingt ans de plus. Combien pour les millions d'Américains expulsés de leur maison dans la crise des subprimes. Combien pour les quarante millions d'américains qui n'ont pas de couverture maladie.

Et si Obama parle de retrait d'Irak, c'est pour affirmer tout de suite sa volonté de poursuivre la même guerre en Afghanistan, ses priorités guerrières étant l'Iran et le Pakistan. Avec Bush ou Obama, nous disons NON à cette impérialisme guerrier.

Des représentants du collectif pour une eau publique assistaient à l'Observatoire de l'eau. Fabius essaye d'y vendre une nouvelle forme de délégation du service public. Voilà leur compte-rendu...

● **"Laurent Fabius** nous a déclaré, le 17 novembre, à l'Observatoire de l'eau qu'il préside, qu'il n'y aurait pas de nouvelles délégations de service public conclues sur le territoire de l'agglo à échéance des contrats actuels. Et donc pas de nouvelle DSP en banlieue sud après le 31 décembre 2008, date de fin du contrat actuel avec Véolia. Tant mieux... Mais s'il a décidé de faire sortir le privé par la porte, il envisage de le faire revenir par la fenêtre! En effet, malgré cet abandon des délégations, Laurent Fabius n'a pas pour autant décidé de faire distribuer l'eau en régie directe. Si ce scénario de la régie directe n'est pas écarté, il réfléchit également à la faire distribuer dans le cadre de ce qu'il nomme une "régie contrôlée".

Dans cette formule (appelée ailleurs "marché d'exploitation", "gestion intermédiaire", "gérance" ou "régie intéressée"), la collectivité fixe le prix de l'eau, les modalités de la distribution et rémunère une entreprise qui se charge seulement de l'exploitation. L'entreprise répond en fait à un appel d'offre de la collectivité et travaille aux conditions fixées par la collectivité. Elle est rémunérée au forfait. Elle peut aussi être intéressée aux résultats. Si cette formule permet de limiter quelque peu les appétits du privé, elle n'en revient pas moins à confier de nouveau notre eau à des entreprises privées. Conséquences : l'usager paie toujours sur sa factu-

re les profits des actionnaires. Dépendant de personnels privés, la collectivité n'a toujours pas la maîtrise de son eau, ni la connaissance précise de ses matériels et de ses réseaux. Pour se plier aux exigences de la collectivité sans toucher à son taux de profit, l'entreprise se rattrape sur ses salariés ou sur la qualité du service... Bref, rien dans cette formule "intermédiaire" ne peut satisfaire les partisans du service public que nous sommes.

Laurent Fabius nous a annoncé que la communauté confiait à un cabinet d'étude (CALIA CONSEIL), une mission afin de déterminer les avantages et inconvénients des deux formules (régie directe ou régie avec entreprise). Cette étude sera rendue publique le 15 décembre prochain, lors de la prochaine réunion de l'Observatoire de l'eau. Puis discutée par le bureau de la communauté d'agglomération qui tranchera, en janvier semble-t-il (mais il n'a pas répondu précisément à la question)... Soit un débat... entre Noël et le Jour de l'An! Laurent Fabius nous a assuré que le choix entre régie directe ou autre formule n'était pas fait. Dans ce cas, à nous maintenant de faire entendre nos arguments et nos propositions. A nous désormais de lancer la bataille pour une eau vraiment publique. Nous savons reconnaître un loup déguisé en agneau : c'est la régie directe que nous voulons".

Le mix des cultures

Radio Hdr en danger...

● **Le mix des cultures HDR** est un média alternatif, ici on expérimente en permanence, on tente de trouver de nouvelles formes de fonctionnement, de nouvelles formes radiophoniques, on tente de répondre aux problématiques des quartiers dits populaires en offrant aux habitants la possibilité de s'exprimer. Depuis 10 ans, nous sommes installés dans une zone d'éducation prioritaire. La radio est un outil d'expression pour les habitants du quartier et de l'agglomération de Rouen. C'est aussi un outil d'information, de création et de dialogue entre générations, entre les différentes populations. Nous favorisons la mixité, l'insertion et nous tissons du lien social sur les Hauts-de-Rouen.

HDR porte une offre alternative, un regard différent sur le monde qui nous entoure, une programmation musicale qu'on ne peut trouver nulle part ailleurs. Nos valeurs, elles habitent le slogan que l'on peut entendre régulièrement sur notre antenne. C'est le mix des cultures. Nos valeurs, elles sont portées surtout par les notions d'économie sociale et solidaire.

HDR compte plus de cent bénévoles, une cinquantaine d'émissions, 20 salariés dont 17 contrats aidés qui assurent le bon fonctionnement de l'antenne et 4 heures de programmes quotidiens. Depuis le début, nous travaillons en étroite collaboration



Salle du conseil général Jeudi 27 nov. Santé en danger!



A l'hôpital ou en ville, la santé à deux vitesses progresse pour le plus grand bien du privé. A l'heure où 360 milliards sont trouvés pour les banques, l'austérité pour la santé est insupportable. Le collectif contre les franchises médicales et pour le droit à la santé organise un débat pour réagir tous ensemble, pour dénoncer tout ce qui fait régresser ce droit à la santé, proposer des mobilisations pour le défendre, depuis l'hôpital du Belvédère jusqu'aux arrêts de travail bafoués à l'entreprise...

● **Non aux franchises médicales... Touche pas à mon hosto!** Franchises médicales qui pénalisent les malades; Manque de personnels et Budgets insuffisants pour les hôpitaux; Médicaments non remboursés; Maternité du Belvédère en danger; Sous-déclaration des accidents de travail; Cotisation des mutuelles qui explosent; Dépassements d'honoraires; 800 postes hospitaliers supprimés à l'hôpital du Havre; CHU Bois-Guillaume, gériatrie publique menacée; Déficit à l'hôpital de Dieppe; Projet de loi patients santé et territoire : l'austérité pour le public, au bénéfice des cliniques privées; Attaques contre les arrêts de maladie; Réduction de 25 à 5 des centres d'accueil CPAM de la circonscription de Rouen...

Santé à deux vitesses, danger! Aujourd'hui 33% des français se privent de soins. Pour une riposte tous ensemble prendront la parole :

- Des sages femmes du collectif de défense de la maternité publique du Belvédère, obligées de pratiquer 300 accouchements supplémentaires sans postes et sans moyens supplémentaires, sous prétexte d'un déficit de 2,5 millions d'euros.
- Le collectif de défense de l'hôpital du Havre, menacé de perdre 800 postes sur 4000.

- Des syndicalistes Cgt, Sud des hôpitaux, caisses primaires d'assurance maladie, établissements médicaux-sociaux, qui témoigneront de la dégradation du service public de santé et de Sécurité sociale.

- Des syndicalistes Cgt Renault qui dénoncent les pressions patronales pour la non déclaration des accidents du travail et le contrôle des arrêts de maladie par des médecins payés par l'employeur...

- Des associations de consommateurs (Que choisir), le syndicat de la médecine générale contre une santé à deux vitesses, pour une médecine de prévention (93 morts annuels supplémentaires à Rouen par la pollution de l'air...)

360 milliards pour les banques, combien pour notre santé?

Débat jeudi 27 novembre, 20h30
Réunion publique Salle du Conseil général,
en face du 2 rue Saint Sever, Rouen gauche Ancienne Préfecture

Collectif contre les franchises médicales et pour l'accès aux soins soutenu par : Attac, Fsu, UI-Cgt Rouen, Syndicat de la médecine générale, Sud-Santé sociaux, Cgt-CHSR, Sud-Protection sociale, Creal, Que choisir, Creal, Solidaires, Unef-Médecine, PS Rouen, LCR-NPA, collectifs anti-libéraux...
Contact smg76@orange.fr

avec les écoles, de nombreuses associations et salles de spectacles qui se battent pour faire tomber les murs de la ségrégation urbaine et sociale. Au moment où les Etats débloquent des milliards d'euros pour sauver les banques et le monde de la finance, les associations font face à des difficultés financières qui mettent leur vie en danger. Ces difficultés sont-elles dues à la crise financière ou à une politique qui méprise le monde associatif ?

Aujourd'hui la radio HDR est en danger. Depuis un mois, nos salaires sont bloqués. Les voyants sont au rouge et les micros s'éteignent. Nous sommes aujourd'hui sous la menace d'un dépôt de bilan qui pourrait bien voir la mort d'HDR. Faire disparaître HDR, c'est bâillonner encore plus les habitants des banlieues. C'est également réduire un peu plus une liberté d'expression trop souvent mise à mal. Pour

compléter ce sombre tableau, le passage à la nouvelle norme numérique (la Radio Numérique Terrestre), décidé par le CSA, va engager des frais importants (...). Si les caisses sont vides, il faut aujourd'hui expliquer au monde associatif qu'il doit se débrouiller par ses propres moyens ou bien lui donner les moyens de continuer à remplir ses missions de service public. Il est à l'ordre du jour de réfléchir au financement pérenne d'un média alternatif comme à celui des associations. Nous appelons à une mobilisation autour du financement des associations et d'un média associatif à Rouen (...).

>Le personnel salarié de la Radio HDR

Concert géant de 2000 personnes, subvention exceptionnelle... L'échéance n'est que retardée pour HDR



Idir, victime du tout carcéral...

● Lors d'une marche silencieuse organisée par la famille et le CDLF, le 8 novembre, 80 personnes ont rendu hommage à Idir, dans un parcours symbolique de la prison Bonne Nouvelle (sic!), au Palais de Justice. Idir, 26 ans, habitait St Etienne. Incarcéré en juin pour conduite en état d'ivresse, il a été assassiné le 10 septembre par son co-détenu, emprisonné pour meurtre. Ce délit n'aurait pas dû le conduire en prison, ni à cohabiter avec un détenu nécessitant un suivi psychiatrique. Idir a écrit plusieurs fois ses peurs. L'Administration pénitentiaire n'en a jamais tenu compte.

A Rouen, les détenus vivent dans une prison surpeuplée (228%), dans des conditions humiliantes et violentes. Cet été, un commissaire du gouvernement proposait sa fermeture. A chaque drame, le gouvernement profite de l'émotion pour légiférer. Pour nous faire payer la crise du capitalisme, il accentue sa politique répressive : peines plancher, loi sur la récidive, plus d'enfermements, fichage systématique, criminalisation de l'action syndicale.

>Mardi 25 novembre, 20h30 à la Halle aux Toiles, le CDLF organise un débat-procès de cette politique tout carcérale.
>defenselibertesfondamentales-rouen@ras.eu.org 06 27 06 42 70

ADN...

Refus de prélèvement Acquité!

● **Alexandre Grué** a comparu devant la justice pour avoir refusé un prélèvement d'ADN. Il a tenu bon. Il a obtenu la confirmation de la relaxe par la cour d'appel de Rouen, qui rappelle que la loi (même si nous la combattons) a fixé des cadres pour les prises d'ADN. Que les policiers ne peuvent, et ne doivent en aucun cas, procéder à des prises systématiques ADN, notamment lors de garde à vue. Ce jugement, une première, devrait être affiché dans tous les commissariats, aux côtés de la déclaration universelle des droits de l'Homme.

A nous de le faire connaître pour freiner le zèle de certains fonctionnaires de police à grossir ce fichier biologique. Un fichier qui comprend déjà des milliers de noms, y compris de citoyens simplement soupçonnés d'avoir commis des délits, sans qu'ils aient jamais été condamnés.

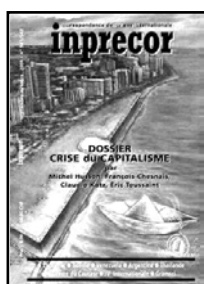
La Lettre Rouge est à vous !

Articles, agenda, infos...
Ecrivez-nous Lcr, 40 rue des
Murs St Yons, 76 100 Rouen, ou
mieux
lettrerouge76@wanadoo.fr



Brochure Carhaix

2 euros



Inprekor
Un numéro passionnant :
crise du capitalisme,
Equateur, Bolivie,
Thaïlande, IVème
Internationale
9 euros

LCR 40 rue des Murs

St Yon 76100, Rouen Tél : 02

35 63 32 02 lcr-

Le site du NPA se met en place...

www.npa2009.org

● **Ouverture du site national** : Le site national provisoire du NPA vient juste d'ouvrir à l'adresse suivante : <http://npa2009.org>. Il a été réalisé par des militants du NPA des comités Paris 18e et Paris 20e dont le web est le métier (likwid.fr). Il tourne sous le logiciel libre Drupal. Le site sera complété petit à petit, dans les jours et semaines qui viennent. En effet, un certain nombre de fonctionnalités sont prévues mais ne sont pas encore mises en route : espace des commissions, lettre d'info... Au menu notamment aussi la possibilité pour chaque comité ou groupe de comités de pouvoir administrer directement une page les concernant sur le site, avec toutes les coordonnées et un contenu de leur choix (article d'actualité du comité etc....).

Mais déjà on peut télécharger sur le site de nombreux documents, des tracts, des communiqués. La

vidéo y est omniprésente : on peut ainsi assister à un exposé de Michel Husson sur la crise financière, suivre une intervention de Raoul Marc Jenar sur la crise écologique ou suivre les comptes-rendus de la commission statuts ou de la dernière réunion nationale des comités du NPA pour la préparation du congrès de fondation, sans parler des vidéos sur les initiatives du mouvement social, la manif du Havre du 8 novembre, si vous l'avez raté, ou le second forum social des quartiers populaires.

Les documents soumis au vote sont d'ailleurs téléchargeables sur le site (<http://npa2009.org/telechargement>). Dans la rubrique dossier, on trouve de quoi entretenir sa colère sur l'eau avec Marc Lainé, sur Darcos... Un forum électronique est ouvert. Alors bonne navigation, et à vos souris...

Souscription LCR, la der des der !

● **100 000 euros d'ici le 31 décembre** C'est l'objectif de la souscription 2008, la dernière souscription LCR. La dernière car l'an prochain, la LCR n'existera plus. Mais l'argent que nous aurons récolté servira non seulement à mettre en tract, en affiches, en colère nos convictions 100% anti-sarkozy, mais il servira aussi et surtout à mettre sur les rails le nouveau parti anti-capitaliste qu'ensemble nous voulons construire. Une double raison de

souscrire, contre les mauvais coups de la droite, pour une alternative anti-capitaliste unitaire.

>Chèque à l'ordre de "LCR-Souscription"

Envoyer à LCR, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Vous recevrez un reçu fiscal, les dons donnant droit à une réduction d'impôts égale à 66 % de leur montant, dans la limite de 20 % du revenu imposable.

Agenda...

Samedi 22 novembre, contre la privatisation de La Poste 15h30, Palais de Justice, Rouen droite.

Mardi 25 novembre, procès du tout carcéral, Halle aux Toiles, 20h30, Rouen.

Jeudi 27 novembre, pour le droit à la santé, 20h30, salle du Conseil Général, rue St Sever, ancienne Préfecture, Rouen.

Samedi 29 novembre, AG NPA débat de congrès prendre contact avec les militant(e)s.

Jeudi 4 décembre, Deux Débats Npa, Crise financière, crise écologique... les réponses du Npa 18h écologie et socialisme, 19h30, on mange ensemble et 20h30 Ne pas payer leur crise, Halle aux Toiles, Rouen. Retour assuré.

29 janv 2009 congrès de dissolution de la LCR.

30-31 janv-1er fev 2009, congrès de fondation du NPA

Abonnez-vous!

Nom Prénom N°
Rue Commune
Code postal Tél
Email Lieu de travail ou de militantisme
Je désire être contacté par un(e) militant(e) de la LCR - Je désire
m'abonner à La Lettre Rouge, je verse 5 euros Renvoyer à Lettre rouge,
40 rue des Murs St Yons, 76 100 Rouen ☐

Lettre Rouge 76

Directrice de publication : Michèle Ernès.
Imprimerie Copie Plus,
Av. de Bretagne Rouen.
N° CPPAP 018 P

imprimé sur papier recyclé
EraPure 80g blanc